

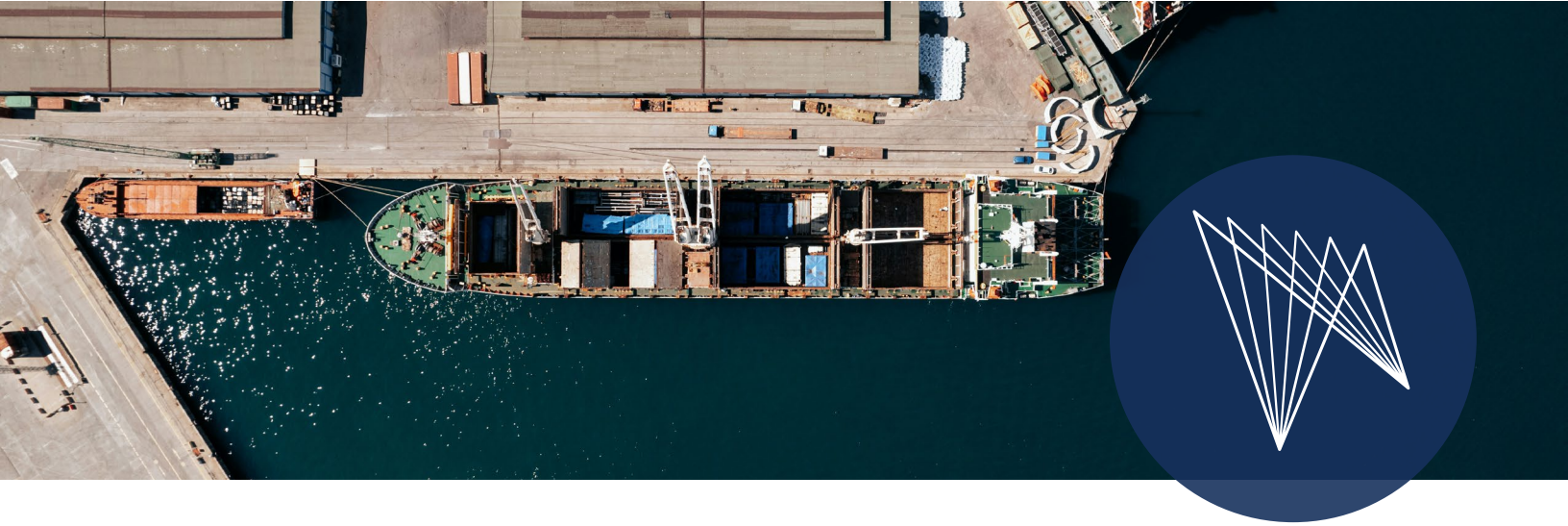
ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA

INVESTMENT MONITOR

Les retombées du PTPGP sur les flux d'investissements directs étrangers entre le Canada et l'Asie-Pacifique

SEPTEMBRE 2024



LES RETOMBÉES DU PTPGP SUR LES FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS ENTRE LE CANADA ET L'ASIE-PACIFIQUE

L'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) est entré en vigueur le 30 décembre 2018. L'accord compte 11 membres : le Canada ; sept économies de l'Asie-Pacifique (Australie, Brunéi, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Singapour et Vietnam) ; et trois économies des Amériques (Chili, Mexique et Pérou). Cette année, le Canada [préside la Commission du PTPGP](#).

Les accords de libre-échange (ALE), y compris les accords commerciaux régionaux tels que le PTPGP, encouragent généralement les flux d'investissement entre les signataires et [augmentent](#) les flux d'investissement totaux en améliorant l'environnement d'investissement, par exemple en élargissant l'accès au marché et en réduisant le coût des activités commerciales transfrontalières. Le PTPGP comporte un [chapitre consacré à la protection des investissements](#) qui vise à stimuler les flux d'investissements directs étrangers (IDE) entre les membres en garantissant un traitement égal (c'est-à-dire non discriminatoire), en veillant à ce que les investisseurs étrangers bénéficient du même niveau de traitement que les investisseurs nationaux et en interdisant l'expropriation (ou la prise

de contrôle de la propriété d'une entreprise) sans une indemnisation rapide et adéquate.

Le présent rapport analyse les retombées du PTPGP sur l'investissement entre le Canada et les sept économies de l'Asie-Pacifique qui ont ratifié l'accord, ci-après appelées l'AP7. Nous examinons les investissements entre le Canada et l'AP7 en utilisant les cinq années précédant la ratification du PTPGP (2014-18, inclusivement) comme point de référence pour évaluer les effets dans les cinq années suivant la ratification (2019-23, inclusivement). Nous soulignons également les tendances notables en matière d'investissements et identifions les domaines susceptibles de connaître une croissance des investissements à l'avenir.

En bref, nos données révèlent que le PTPGP a encouragé les flux d'investissement bilatéraux entre le Canada et l'AP7, avec une augmentation globale pour les cinq années suivant la ratification (2019-23) par rapport à la période quinquennale précédente (2014-18) et des augmentations constantes d'une année à l'autre depuis 2019, avec un pic notable à court terme en 2021.

NOTES SUR LA TERMINOLOGIE

PTPGP : Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste

Il s'agit d'un accord de libre-échange entre le Canada et dix économies situées le long du littoral du Pacifique : sept en Asie-Pacifique (Australie, Brunéi, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Singapour et Vietnam) et trois dans les Amériques (Chili, Mexique et Pérou).

Le PTPGP dispose d'un [protocole d'adhésion](#), ce qui implique que le nombre de ses membres peut augmenter, comme l'a démontré l'[adhésion du Royaume-Uni](#) au PTPGP en juillet 2023. La [Chine et Taïwan](#) ont demandé à y adhérer et plusieurs autres économies asiatiques ont exprimé leur intérêt, notamment la [Corée du Sud](#) et l'[Indonésie](#). Toutefois, [le processus d'adhésion est long](#) et il faudra peut-être plusieurs années pour que ces économies deviennent membres.

Remarque : Au moment de la rédaction de notre [rapport de 2020](#), tous les membres actuels du PTPGP n'avaient pas encore ratifié l'accord. Par exemple, le PTPGP est officiellement entré en vigueur pour la [Malaisie](#) le 29 novembre 2022 et pour [Brunéi](#) le 12 juillet 2023.

AP7 : Les sept pays de l'Asie-Pacifique

Les sept États signataires du PTPGP dans la région Asie-Pacifique : Australie, Brunéi, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Singapour et Vietnam.

IDE : Investissements directs étrangers

Investissement à long terme ou d'intérêt durable par un résident ou une entreprise d'une économie dans un actif corporel d'une autre économie. Ce type d'investissement est considéré comme « à long terme » ou « d'intérêt durable » s'il s'agit d'un investissement nouveau ou d'une acquisition d'au moins 10 % du capital ou des actions avec droit de vote d'une entreprise. Ce seuil de 10 % est considéré comme une participation de contrôle dans une entreprise et c'est ce qui distingue principalement les IDE des investissements de portefeuille, car les IDE s'accompagnent généralement d'un transfert de compétences en matière de gestion, de technologie et d'organisation, ainsi que de capitaux.

Flux d'IDE

Représentent la valeur des [transactions transfrontalières d'investissement direct](#) mesurées sur une période donnée. Les flux d'IDE sont des signaux de l'attractivité d'une économie de destination et un indicateur de la confiance des investisseurs dans une économie reflétant son développement économique. Toute référence à « l'investissement » dans ce rapport est une référence aux flux d'investissements, sauf indication contraire.

CONTENU

POINTS À RETENIR ▶

INTRODUCTION ▶

LES ENTRÉES DES FLUX D'IDE : INVESTISSEMENTS
DE L'AP7 AU CANADA ▶

LES SORTIES DES FLUX D'IDE : INVESTISSEMENTS
DU CANADA VERS L'AP7 ▶

CONCLUSION : OPPORTUNITÉS POUR LE CANADA ▶

À PROPOS DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU
CANADA ▶

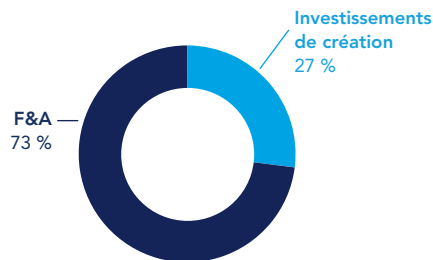
REMERCIEMENTS ▶

POINTS À RETENIR

NIVEAU NATIONAL

Pays	IDE sortant	Pays	IDE entrant
	36.25 G\$ CA		33.24 G\$ CA
	5.02 G\$ CA		8.88 G\$ CA
	4.51 G\$ CA		6.11 G\$ CA

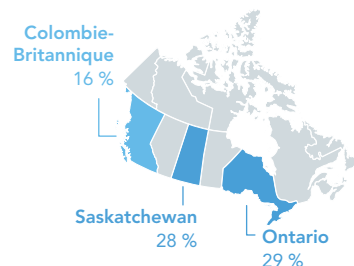
L'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande ont été les principaux bénéficiaires des investissements canadiens de l'AP7 après la ratification du PTPGP ; tandis que l'Australie, Singapour et le Japon ont été les principaux investisseurs de l'AP7 au Canada.



Les projets de création de nouvelles entreprises — ceux dans lesquels une entreprise établit une filiale dans une autre économie — représentaient environ un quart des flux d'investissement bilatéraux entre le Canada et les pays de l'AP7.

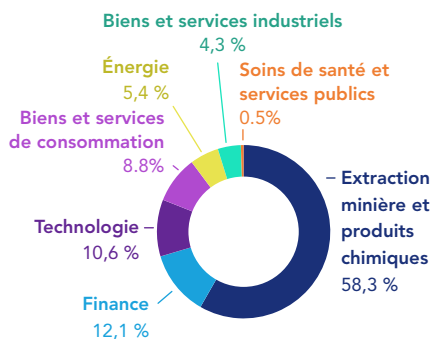
NIVEAU INFRANATIONAL

L'Ontario, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique ont reçu environ 73 % de tous les investissements de l'AP7 au Canada au cours des cinq années qui ont suivi la ratification du PTPGP.



L'État australien de Victoria a été la principale source et destination infranationale des investissements canadiens (42,8 G\$ CA d'investissements bilatéraux) depuis la ratification du PTPGP.

INDUSTRY LEVEL



Après la ratification du PTPGP (2019-2023), les investissements d'AP7 au Canada étaient majoritairement centrés sur les industries minières et chimiques, totalisant plus de 30 milliards de dollars canadiens. Les investissements canadiens dans l'AP7 étaient principalement concentrés dans les secteurs des soins de santé et des services publics, totalisant environ 20 G\$ CA.

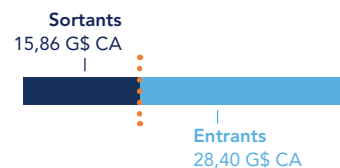


Extraction minière et produits chimiques 98 %



Soins de santé et services publics 88 %

L'Australie a été le premier investisseur de l'AP7 dans l'industrie minière et chimique du Canada (représentant 98 % des investissements de l'AP7 dans ce secteur) et le plus grand bénéficiaire des investissements canadiens dans les soins de santé et les services publics (représentant environ 88 % de l'investissement total du Canada dans cette industrie).



Nous détaillons ces tendances et d'autres encore dans le rapport qui suit. Le rapport s'appuie sur les données de l'*Investment Monitor* de la FAP Canada, qui suit les flux d'IDE. Notre analyse fait suite à notre [rapport Investment Monitor](#) de 2020, qui évaluait l'efficacité du PTPGP à promouvoir les investissements entre le Canada et les économies régionales signataires de l'accord.

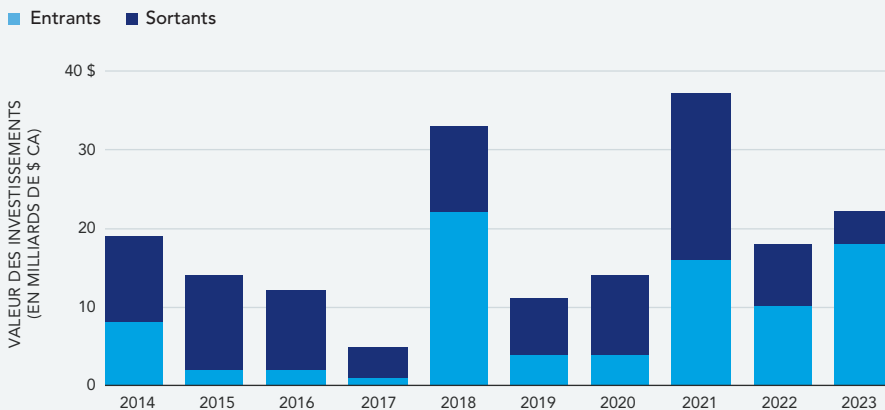
INTRODUCTION

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) entre le Canada et l'AP7 ont augmenté depuis la ratification du PTPGP, ce qui laisse penser que l'accord commercial a eu un impact positif sur les investissements bilatéraux. Nos données montrent que les flux d'investissement sont passés de 82,1 G\$ CA (2014-18) à plus de 100 G\$ CA (2019-23) (voir Figure 1), soit une augmentation de 23 %.

En examinant les données annuelles, nous constatons que les investissements bilatéraux ont augmenté régulièrement depuis la ratification du PTPGP, passant de 11,5 G\$ CA en 2019 à 21,3 G\$ CA en 2023. Comme le montre la Figure 1, les

investissements entrants au Canada ont été particulièrement élevés en 2018 en raison d'un investissement combiné de 19 G\$ CA du Japon et de la Malaisie dans le projet de LNG Canada. Un autre pic d'investissement s'est produit en 2021, lorsque l'IDE bilatéral a augmenté en raison de l'accroissement des investissements bilatéraux entre le Canada et l'Australie, qui ont représenté 32,8 G\$ CA sur un investissement total de 36,3 G\$ CA. L'entreprise australienne BHP Billiton a réalisé l'investissement le plus important au Canada cette année-là, en investissant 8,2 G\$ CA dans la première phase du projet de potasse Jansen en Saskatchewan.

FIGURE 1
IDE bilatéral entre le Canada et les membres du PTPGP de la région Asie-Pacifique, 2014-2023



Source : *Investment Monitor de la FAP Canada, fDi Markets (consulté en août 2024)*

La valeur de l'investissement en 2018 est principalement attribuable à un important investissement de création du Japon et de la Malaisie, qui ont investi plus de 19 G\$ CA dans LNG Canada, une usine de liquéfaction du gaz naturel en Colombie-Britannique.

La valeur d'investissement de 2021 s'explique par l'investissement de BHP (Une multinationale australienne publique, spécialisée dans l'extraction minière et la production de métaux) dans les premières étapes du projet de potasse Jansen en Saskatchewan, d'une valeur de plus de 8,2 G\$ CA.

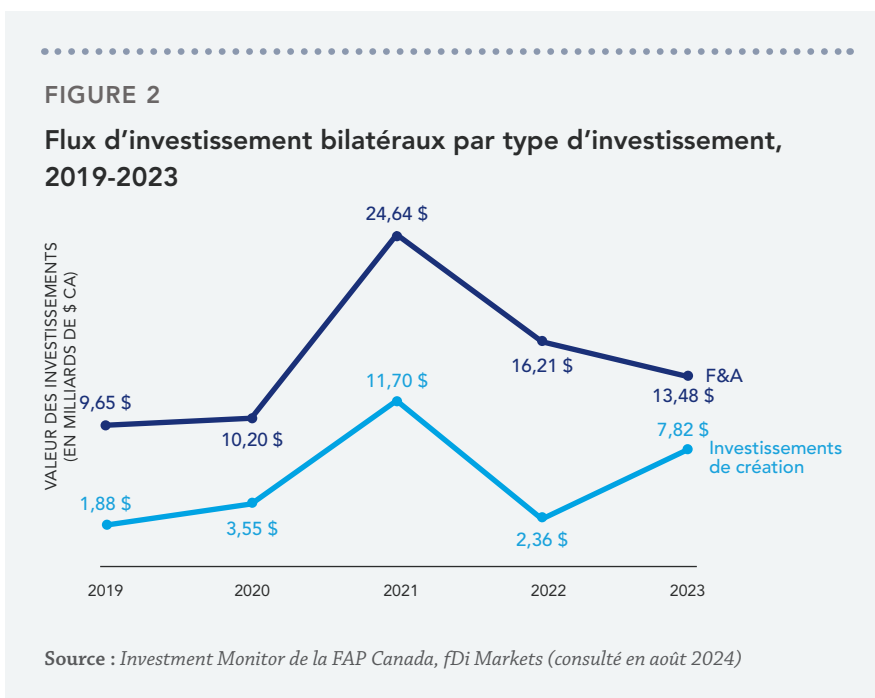
Au cours des cinq années précédant la ratification du PTPGP (2014-18), l'IDE canadien dans l'AP7 a systématiquement dépassé les investissements de ces économies au Canada (sauf, comme indiqué, en 2018 ; voir la Figure 1). Cette tendance s'est maintenue

jusqu'en 2022, lorsque l'AP7 a commencé à représenter plus de la moitié de la valeur des investissements bilatéraux. Ce changement est largement dû à une augmentation des investissements de l'Australie et de Singapour au Canada.

Les fusions et acquisitions (F&A), par opposition aux [investissements de création](#), comme la construction de nouvelles installations ou l'ouverture de nouveaux bureaux, ont dominé les flux d'investissement bilatéraux entre le Canada et l'AP7, les investissements de création étant plus sporadiques (Figure 2).

L'AP7 a investi environ 19,6 G\$ CA dans des projets canadiens au cours des cinq années qui ont suivi la ratification du PTPGP, ce qui représente environ 72 % des investissements bilatéraux dans des installations nouvelles. En comparaison, les entreprises canadiennes ont investi environ 7,7 G\$ CA dans des projets entièrement nouveaux dans l'AP7 au cours de cette période. Les nouveaux investissements sont souvent liés à

une nouvelle [activité économique et à la création d'emplois](#), ce qui en fait un type d'investissement hautement souhaitable.



LES ENTRÉES DES FLUX D'IDE : INVESTISSEMENTS DE L'AP7 AU CANADA

Depuis la ratification du PTPGP, les investissements de l'AP7 au Canada ont considérablement augmenté, passant d'environ 34 G\$ CA (2014-18) à plus de 52 G\$ CA (2019-23), soit une augmentation de 54 %.

Plus précisément, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Vietnam ont augmenté leurs flux d'investissement au Canada depuis la ratification du PTPGP. Les flux d'investissement du Japon et de la Malaisie vers le Canada ont été plus faibles au

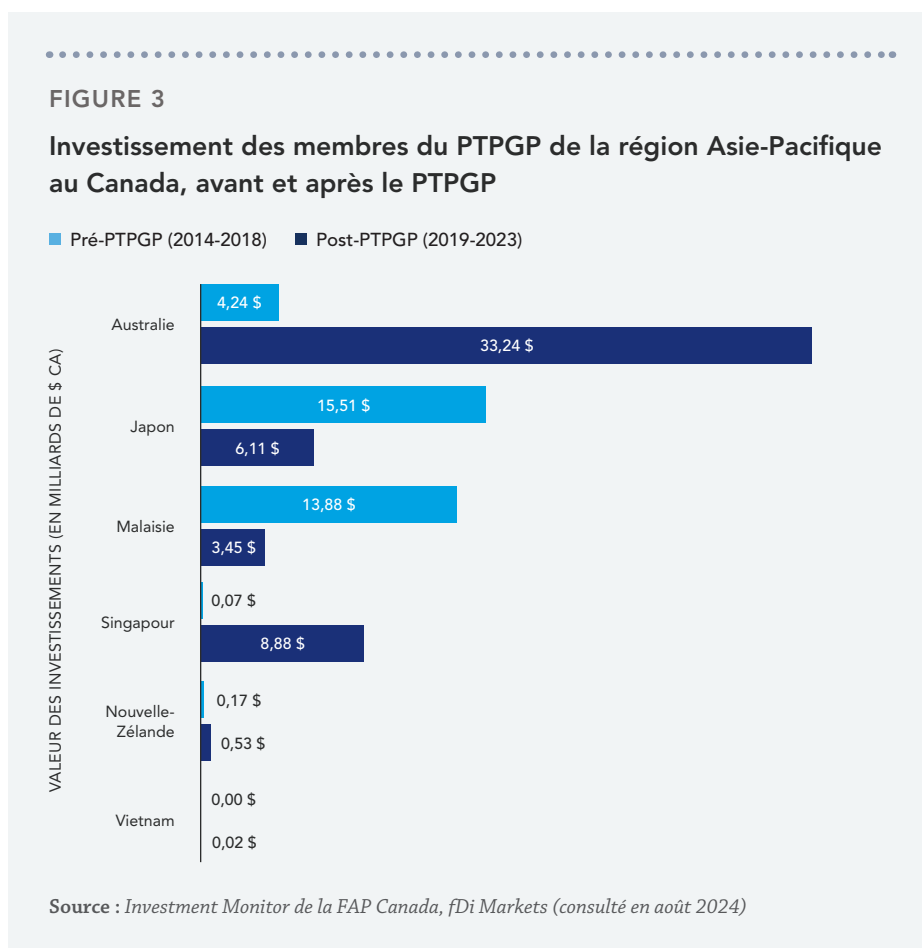
cours de la période 2019-23 qu'au cours de la période 2014-18, bien que ce résultat s'explique en grande partie par le fait que ces deux économies ont réalisé un investissement important dans le projet de LNG Canada en 2018 (voir la Figure 3).

L'Australie a été le plus grand investisseur du Canada après la ratification du PTPGP, représentant environ 64 % des investissements de l'AP7. **En outre, les investissements australiens au Canada**

ont nettement augmenté, passant de 4,2 G\$ CA (2014-18) à 33,2 G\$ CA (2019-23) en raison de l'augmentation des investissements dans le secteur minier. De 2021 à 2023, la société australienne BHP Billiton a investi 14,8 G\$ CA dans son projet de potasse Jansen en Saskatchewan. Singapour a été le deuxième plus grand investisseur de l'AP7 au Canada, avec des flux d'investissements entrants qui ont bondi d'environ 70 M\$ CA (2014-18) à environ 8,9 G\$ CA (2019-23) (voir la Figure 3). De 2020 à 2023, le fonds souverain de Singapour, GIC Private Limited, a investi 8,2 G\$ CA dans des hôtels et des biens immobiliers en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario.

Le Japon a été le troisième investisseur de l'AP7 au Canada, bien que, comme l'indique la Figure 3, l'investissement ait été plus faible après la ratification qu'au cours des cinq années précédant la ratification, passant d'environ 15,5 G\$ CA à 6,1 G\$ CA. Comme indiqué ci-dessus, l'essentiel de l'investissement japonais de 2014 à 2018 est dû à l'investissement de Mitsubishi dans LNG Canada en 2018, d'une valeur d'environ 7,1 G\$ CA. Cette transaction a représenté 46 % des investissements étrangers du Japon au cours de cette période de cinq ans.

Les trois autres membres de l'AP7 ont réalisé des investissements moins importants au Canada après la ratification du PTPGP : Malaisie (3,4 G\$ CA), Nouvelle-Zélande (531 M\$ CA) et Vietnam (21 M\$ CA). L'importance de l'investissement vietnamien



pourrait toutefois être plus élevée que ce qui est indiqué, car VinFast, une entreprise vietnamienne de véhicules électriques, a établi plusieurs bureaux de vente au Canada. Les valeurs d'investissement de ces bureaux ne sont pas rendues publiques.

L'investissement des entreprises d'État de l'AP7 a quelque peu diminué, passant d'environ 14 G\$ CA en 2014-18 à 11 G\$ CA en 2019-23. Les entreprises d'État sont des acteurs économiques importants en Asie — elles représentent une part substantielle du PIB régional — et ont une forte présence dans l'économie mondiale grâce à leurs investissements à l'étranger. **Le Government of Singapore Investment Corporation (GIC) a été le plus grand investisseur public au Canada, injectant 5,9 G\$ CA dans le Summit Industrial Income Real Estate Investment Trust, une société établie à Markham (Ontario), en 2023.**

TENDANCES SECTORIELLES

Depuis la ratification du PTPGP, les flux d'investissement de l'AP7 vers le Canada se sont concentrés sur quelques secteurs : l'exploitation minière et les produits chimiques, la finance et la technologie (Figure 4).

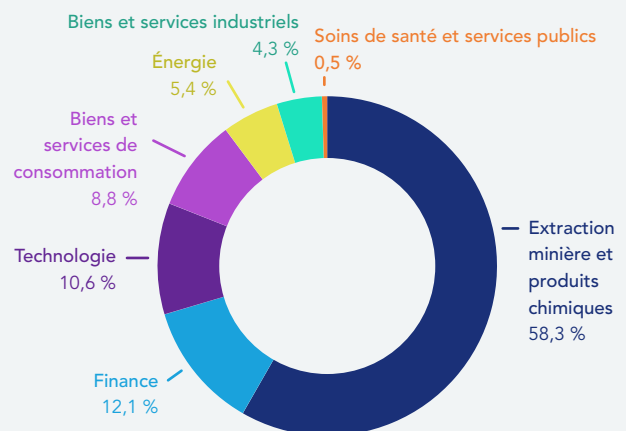
L'industrie minière canadienne a attiré plus de la moitié du total des investissements entrants depuis la ratification du PTPGP. Si l'on compare la période antérieure au PTPGP (2014-18) à la période postérieure au PTPGP (2019-23), l'investissement dans les mines et les produits chimiques a considérablement augmenté, passant d'environ 1,6 G\$ CA à près de 30,5 G\$ CA, avec 30 G\$ CA investis dans le secteur des métaux industriels et des mines (contre 1,5 G\$ CA dans la période antérieure à la ratification) et 343 M\$ CA investis dans le secteur des produits chimiques (contre 33,6 M\$ CA dans la période 2014-18) au cours des cinq dernières années (2019-23). Les raisons possibles de cette croissance comprennent, sans s'y limiter, le [développement rapide](#) de l'industrie des véhicules électriques en Asie, qui a fait augmenter la demande pour certains minéraux canadiens, ainsi que des initiatives telles que la [Stratégie canadienne sur les minéraux critiques](#) de 2022 visant à attirer les IDE.

De même, les investissements d'AP7 dans l'industrie financière du Canada ont également augmenté, passant d'environ 188 M\$ CA (2014-18) à 6,3 G\$ CA (2019-23). C'est aussi le cas dans le secteur de la technologie au Canada, avec des investissements de l'AP7 qui sont passés de 1,5 G\$ CA à plus de 5,5 G\$ CA au cours de la même période.

En revanche, les investissements de l'AP7 dans le secteur canadien de l'énergie ont diminué d'environ 21 G\$ CA, passant d'environ 23,7 G\$ CA avant la ratification à environ 2,8 G\$ CA au cours de

la période 2019-23. Là encore, l'investissement notable de Mitsubishi (Japon) et Petronas (Malaisie) (19,1 G\$ CA) dans LNG Canada en 2018 contribue à expliquer cette baisse spectaculaire après la ratification du PTPGP la même année. Cependant, malgré l'investissement dans LNG Canada, les investissements de l'AP7 dans le secteur énergétique canadien après 2018 ont encore diminué d'environ 1,8 G\$ CA. Les raisons possibles de cette baisse comprennent, sans s'y limiter, les retards d'approbation des [projets de GNL](#) au Canada, les [prévisions](#) de l'Agence internationale de l'énergie concernant une [éventuelle baisse de la demande mondiale](#) de combustibles fossiles et l'[appel au désinvestissement](#) dans les combustibles fossiles lancé par des groupes de défense dans le monde entier, motivé par les inquiétudes liées au changement climatique.

FIGURE 4
Flux d'investissement des sept pays d'Asie-Pacifique au Canada par industrie, 2019-2023



Source : Investment Monitor de la FAP Canada, fDi Markets (consulté en août 2024)

TENDANCES AU NIVEAU INFRANATIONAL

Environ 73 % des investissements de l'AP7 au Canada depuis la ratification du PTPGP ont été concentrés dans trois provinces : l'Ontario (plus de 15 G\$ CA), la Saskatchewan (14,7 G\$ CA) et la Colombie-Britannique (environ 8,2 G\$ CA) (voir la Figure 5).

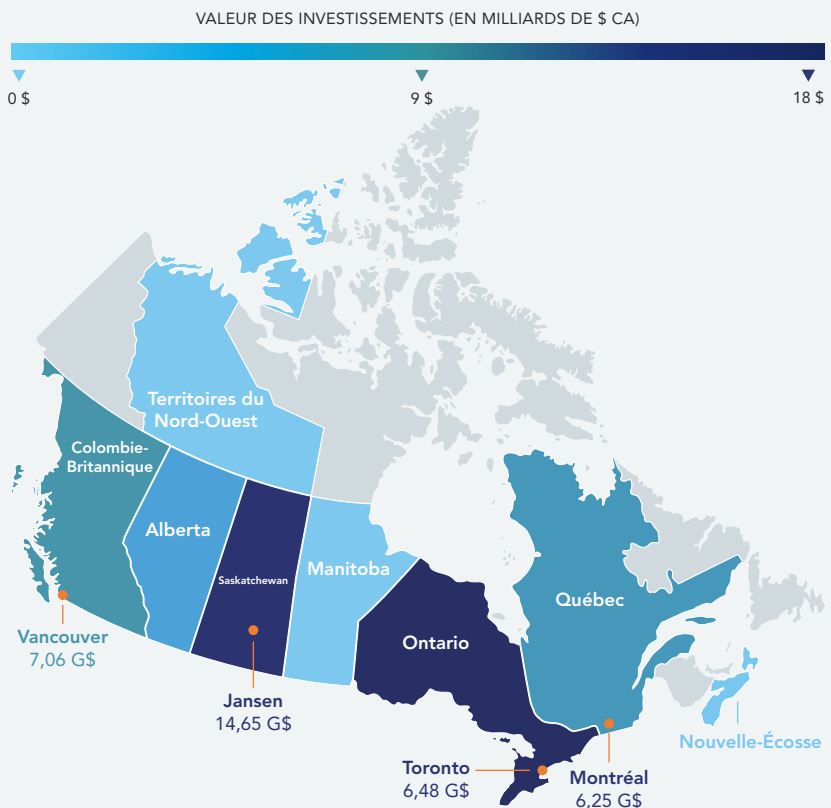
Les flux d'investissement vers l'Ontario ont plus que doublé, passant de 6,3 G\$ CA dans les cinq années précédant la ratification du PTPGP à 15 G\$ CA dans les cinq années qui ont suivi. Toronto et les villes voisines telles que Markham, Mississauga et Brantford ont été parmi les principaux bénéficiaires des investissements de l'AP7 dans la province. **À elle seule, Toronto a reçu 43 % (environ 6,5 G\$ CA) de l'investissement total en Ontario.**

La Saskatchewan n'a pas reçu d'investissements importants de l'AP7 au cours des cinq années précédant la ratification du PTPGP. Elle est actuellement classée deuxième, en grande partie grâce à un investissement de 8,2 G\$ CA en 2021 par l'entreprise australienne BHP Billiton Ltd. dans le [projet de potasse Jansen](#), et à un investissement de suivi dans le projet d'une valeur de 6,4 G\$ CA en 2023.

En revanche, les investissements de l'AP7 en Colombie-Britannique ont diminué depuis 2019. La Colombie-Britannique a été le principal bénéficiaire des investissements de l'AP7 de 2014 à 2018,

FIGURE 5

IDE des sept pays d'Asie-Pacifique au Canada par province/territoire, 2019-2023



recevant environ 70 % des investissements de ces économies au Canada, soit 23,7 G\$ CA, dont plus de 80 % liés à l'accord avec LNG Canada.

Toutefois, au cours des cinq années qui ont suivi la ratification du PTPGP, la Colombie-Britannique est tombée en troisième position, derrière l'Ontario et la Saskatchewan, ne recevant que 16 % des investissements canadiens de l'AP7 pour cette période, soit environ 8,2 G\$ CA. La plupart des

investissements de l'AP7 en C.-B. — environ 86 % — ont été réalisés à Vancouver, qui a bénéficié des investissements miniers de l'Australie, notamment l'acquisition par Newcrest Mining de Pretium Resources et de la mine Red Chris, d'une valeur de 3,8 G\$ CA et de 1,2 G\$ CA, respectivement. Whistler a reçu le deuxième plus grand investissement de l'AP7, mené par les investissements de la GIC de Singapour dans les locaux d'habitation.

Comme l'Ontario et la Saskatchewan, le Québec a bénéficié d'une augmentation des flux

d'investissement de l'AP7 après la ratification du PTPGP, recevant environ 7,9 G\$ CA, soit six fois plus que les 1,3 G\$ CA qu'il a reçus entre 2014 et 2018. Environ 80 % de ces investissements, soit 6,2 G\$ CA, sont allés à Montréal, en particulier dans les secteurs des métaux industriels et de l'exploitation minière, de l'aérospatiale et de la défense, ainsi que des logiciels et des services informatiques. Montréal a été suivie par Sorel-Tracy, qui a attiré un important investissement en 2022 de Rio Tinto pour décarboniser ses opérations minières dans la ville du sud-ouest du Québec.

LES SORTIES DES FLUX D'IDE : INVESTISSEMENTS DU CANADA VERS L'AP7

AU NIVEAU NATIONAL

Comparativement aux flux d'investissement entrants de l'AP7 au Canada, la croissance de l'investissement canadien dans ces économies a été beaucoup plus lente, n'augmentant que nominalement, d'environ 48 G\$ CA (2014-18) à un peu plus de 49 G\$ CA (2019-23).

L'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande ont été les principaux bénéficiaires, représentant environ 92 % des investissements canadiens au cours des cinq années qui ont suivi la ratification du PTPGP. Au cours de cette période, l'Australie est devenue la principale destination des investissements, totalisant environ 36 G\$ CA (approximativement 73 %) des investissements du Canada dans l'AP7. L'Australie a généralement été l'un des principaux bénéficiaires des flux d'IDE du Canada, mais cet investissement a diminué en 2023, ce qui pourrait

indiquer que les investisseurs canadiens souhaitent diversifier leurs activités au-delà de l'Australie. Cette tendance à développer les investissements dans la région pourrait également expliquer pourquoi les investissements canadiens en Australie ont été légèrement plus élevés (plus de 37 G\$ CA) au cours des cinq années précédant la ratification du PTPGP qu'au cours des cinq années suivant la ratification (voir la Figure 6).

Les flux d'investissement canadiens vers la Nouvelle-Zélande ont plus que doublé après la ratification du PTPGP, passant de 2,1 G\$CA au cours des cinq années qui ont précédé à 4,5 G\$CA au cours des cinq années qui ont suivi. La plupart de ces investissements sont allés au secteur technologique, les logiciels et les services informatiques recevant plus de 2 G\$ CA et le matériel et l'équipement technologique plus de 1,7 G\$

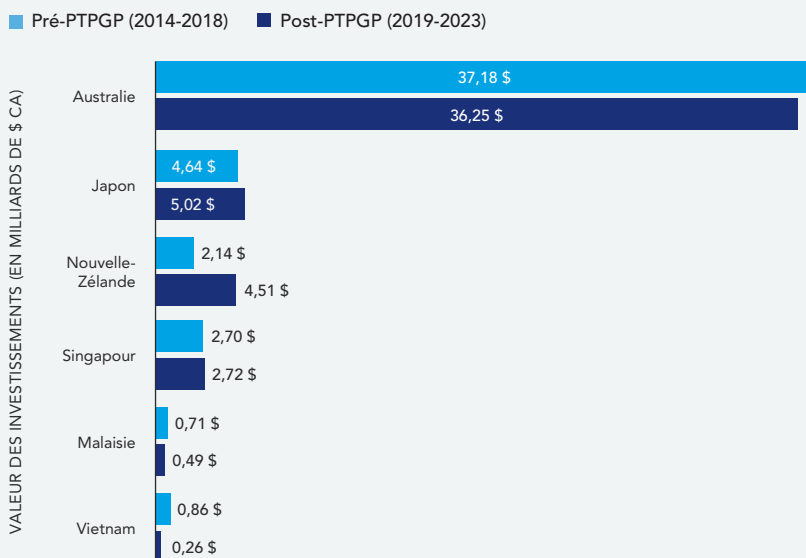
CA au cours des cinq années qui ont suivi la ratification du PTPGP. La transaction la plus importante depuis la ratification du PTPGP a eu lieu en 2019, lorsque Brookfield Corporation a acquis Vodafone NZ (rebaptisé One NZ) pour 1 G\$ CA dans le cadre d'une coentreprise avec Infratil de Nouvelle-Zélande.

L'investissement canadien au Japon a également augmenté (voir Figure 6), quoique légèrement, passant de 4,6 G\$ CA (2014-18) à plus de 5 G\$ CA (2019-23). **La Financière Sun Life a été le plus grand investisseur au Japon, investissant cumulativement près de 1,5 G\$ CA entre 2020 et 2023.** Les entreprises canadiennes n'ont investi qu'environ 3,5 G\$ dans trois autres économies de l'AP7 — Singapour, la Malaisie et le Vietnam — au cours des cinq années qui ont suivi la ratification. Singapour a reçu une part importante de ces investissements, d'une valeur d'environ 2,7 G\$ CA, soit une augmentation de 19 M\$ CA par rapport à la période 2014-18. **En revanche, les investissements canadiens en Malaisie et au Vietnam ont diminué au cours des cinq années qui ont suivi la ratification par rapport aux cinq années qui l'ont précédée : les flux d'investissement vers la Malaisie ont diminué de 709 M\$ CA à 493 M\$ CA, tandis que les flux d'investissement vers le Vietnam ont diminué de 865 M\$ CA à 260 M\$ CA.**

Ces valeurs d'investissement montrent que la plupart des investissements canadiens dans la région Asie-Pacifique sont destinés à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Le Canada a la possibilité d'accroître ses flux d'investissement vers les membres

FIGURE 6

Flux d'investissements canadiens dans les sept pays d'Asie-Pacifique, avant et après l'entrée en vigueur du PTPGP*



*Note : De 2014 à 2023, aucun investissement n'a été enregistré entre le Canada et le Brunei, 7^{ème} économie parmi les pays de l'AP7

Source : Investment Monitor de la FAP Canada, fDi Markets (consulté en août 2024)

du PTPGP en Asie du Sud-Est, comme le prévoit la [Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique](#), en particulier dans des secteurs très performants tels que les [énergies renouvelables](#) et les [VE](#) en Indonésie et au Vietnam.

Les fonds de pension, qui ont augmenté leurs investissements dans l'AP7 de près de 20 G\$ CA (2014-18) à environ 29 G\$ CA (2019-23), constituent l'un des flux sortants d'investissements canadiens les plus notables. **Environ 82 % de ces investissements sont allés en Australie.** Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) a réalisé l'investissement le plus important en Australie grâce à son investissement de 2,6 G\$ CA dans BAI Communications, une entreprise située en Nouvelle-Galles du Sud, en 2021.

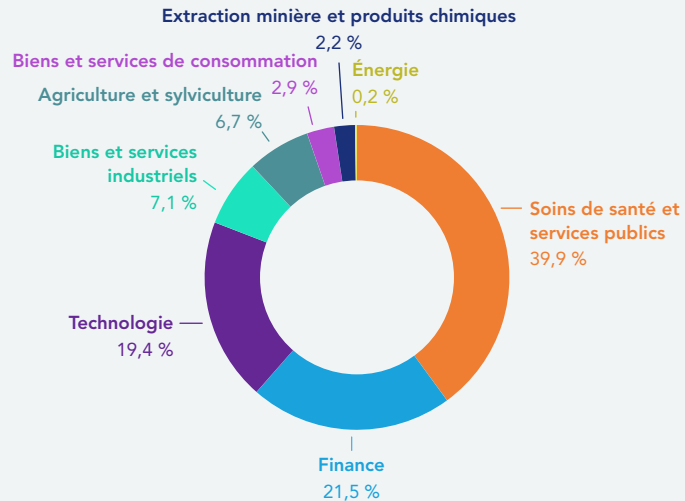
SECTEURS LES MIEUX CLASSÉS

Au cours des cinq années qui ont suivi la ratification du PTPGP (2019-23), les entreprises canadiennes ont investi environ 19,7 G\$ CA (soit quelque 40 % du total des IDE sortants) dans le secteur des soins de santé et des services publics dans les économies de l'AP7, suivi de 10,6 G\$ CA dans le secteur de la finance et d'environ 9,5 G\$ CA dans leurs industries technologiques (voir Figure 7).

Au cours des cinq années qui ont précédé la ratification du PTPGP, les biens et services industriels sont arrivés en tête des investissements canadiens dans les économies de l'AP7, avec environ 15,5 G\$ CA. Viennent ensuite le secteur financier, avec 12,2 G\$ CA, et les soins de santé et les services publics, avec environ 10 G\$ CA. **La croissance de l'investissement canadien dans les secteurs technologiques de l'AP7 a été particulièrement remarquable, passant de moins de 600 M\$ CA dans les cinq années précédant la ratification du PTPGP à environ 10 G\$ CA dans les cinq années suivant la ratification du PTPGP. La majorité des**

FIGURE 7

Flux d'IDE du Canada vers les sept pays d'Asie-Pacifique par secteur, 2019-2023



Source : Investment Monitor de la FAP Canada, fDi Markets (consulté en avril 2024)

investissements technologiques du Canada ont été réalisés en Australie (environ 4,5 G\$ CA) et en Nouvelle-Zélande (3,8 G\$ CA), ce qui indique que les dispositions du PTPGP sur les droits de propriété intellectuelle ont probablement eu un effet positif sur l'investissement, car le PTPGP protège la propriété intellectuelle, ce qui encourage les investissements dans les secteurs, tels que la technologie, où il y a un transfert de propriété intellectuelle.

PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES AU NIVEAU INFRANATIONAL

Au cours des cinq premières années suivant la ratification du PTPGP, les États australiens de Victoria et de Nouvelle-Galles du Sud ont été les principaux bénéficiaires infranationaux de l'investissement canadien au sein de l'AP7. L'État de Victoria a été le

premier bénéficiaire, avec 15,8 G\$ CA. Il a conservé la première place qu'il occupait au cours des cinq années précédant la ratification du PTPGP, lorsqu'il avait reçu 14,3 G\$ CA (voir la Figure 8).

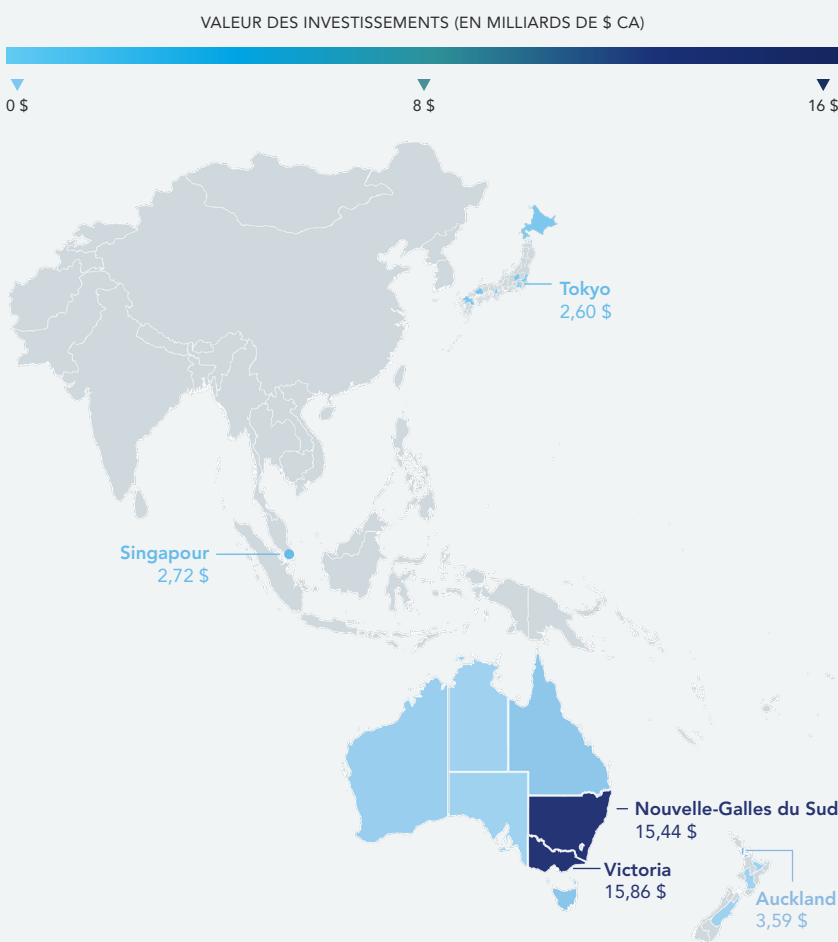
Melbourne, la capitale de l'État de Victoria, a attiré la plus grande partie (88 %) des investissements canadiens après la ratification, soit environ 13,9 G\$ CA (voir le Tableau 1). La plupart de ces investissements proviennent d'une seule transaction : l'acquisition par un consortium canadien d'AusNet Services, une société australienne de transport de gaz naturel, pour un montant de 9,4 G\$ CA, en 2021. Le consortium comprenait Brookfield Asset Management et trois caisses de retraite : Alberta Investment Management Corp. (AIMCo), Investment Management Corporation of Ontario (IMCO) et Healthcare of Ontario Pension Plan (HOOPP).

La Nouvelle-Galles du Sud, le deuxième plus grand bénéficiaire infranational des investissements canadiens, a reçu 15,4 G\$ CA après la ratification. Environ 80 % (soit 12,3 G\$ CA) de cette somme sont allés à la capitale de l'État, Sydney. Bon nombre des grands investissements à Sydney ont été réalisés par des caisses de retraite canadiennes, notamment l'acquisition en 2020 de l'entreprise australienne Transgrid, un fournisseur de réseau électrique, par le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS) pour plus de 2 G\$ CA.

Outre les deux États australiens, trois autres juridictions infranationales de l'AP7 figurent parmi les cinq plus grands bénéficiaires infranationaux de l'investissement canadien de 2019 à 2023 : Auckland, Nouvelle-Zélande (3,6 G\$ CA) ; la cité-État de

FIGURE 8

Flux d'IDE du Canada dans les sept pays d'Asie-Pacifique par province/territoire, 2019-2023



Source : Investment Monitor de la FAP Canada, fDi Markets (consulté en avril 2024)

Singapour (2,7 G\$ CA) ; et la métropole de Tokyo, Japon (2,6 G\$ CA) (voir la Figure 8). En 2019, la vente de la succursale néo-zélandaise de Vodafone a été la plus importante opération d'investissement canadienne. En effet, Brookfield a co-investi 1 G\$ CA, avec Infratil, pour acquérir Vodafone. Tokyo a reçu la deuxième transaction la plus importante. BentallGreenOak de Sun Life a payé environ 970 M\$ CA pour acquérir l'Avex Building du groupe Avex. Les autres grands bénéficiaires provinciaux sont énumérés à la Figure 8.

CONCLUSION : OPPORTUNITÉS POUR LE CANADA

Dans le cadre de la présidence de la Commission du PTPGP en 2024, [le Canada se concentrera sur plusieurs priorités](#), notamment l'élargissement de l'utilisation de l'accord par les groupes traditionnellement sous-représentés dans les échanges commerciaux, l'examen des questions émergentes dans le PTPGP, telles que le commerce inclusif et l'économie numérique, et l'élaboration d'une voie efficace pour l'adhésion au PTPGP.

Cette année est également l'occasion pour le Canada de faire le point sur la façon dont le PTPGP a influé sur les investissements bilatéraux avec les sept pays d'Asie-Pacifique signataires de l'accord (AP7). **Nos données montrent que les flux d'investissement bilatéraux entre le Canada et l'AP7 ont augmenté d'environ 19,4 G\$ CA au cours des cinq années qui ont suivi la ratification du PTPGP par rapport aux cinq années précédentes.**

Si les membres du PTPGP de l'Asie-Pacifique ont augmenté leurs investissements au Canada, l'IDE canadien dans l'AP7 a généralement diminué au cours des dernières années. En effet, l'IDE canadien dans quatre économies a augmenté nominalement au cours des cinq années qui ont suivi la ratification du PTPGP et a diminué dans les trois autres (voir Figure 1).

Ce déclin pourrait s'expliquer en partie par des facteurs externes, tels que les répercussions économiques néfastes de la pandémie de COVID-19 et [la hausse de l'inflation à l'échelle mondiale dans un contexte de craintes croissantes d'une récession](#). Par exemple, entre mars 2022 et juillet 2023, la Banque du Canada [a relevé ses taux d'intérêt à dix reprises pour](#)

[lutter contre la hausse de l'inflation](#), ce qui a renchéri le coût des emprunts contractés par les entreprises pour se développer sur le territoire national et à l'étranger. Nous estimons que les taux d'intérêt élevés ont probablement contribué à la baisse des IDE sortants du Canada en 2023.

Nous prévoyons que cette baisse des IDE sortants du Canada dans l'AP7 sera temporaire – principalement due à un accès limité au crédit à faible intérêt qui est essentiel pour que les entreprises se développent et investissent à l'échelle internationale – et non un signe de déclin de l'utilisation du PTPGP.

Entre-temps, le Canada négocie actuellement deux accords avec des économies régionales : un Accord de partenariat économique global avec l'[Indonésie](#) et un ALE avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

Comme pour le PTPGP, ces deux accords pourraient entraîner une augmentation des investissements à destination et en provenance de ces économies. Taïwan, qui a demandé à adhérer au PTPGP en 2021, pourrait également bénéficier de liens d'investissement plus étroits avec le Canada grâce à l'[Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers \(APIE\)](#) récemment signé. Nous nous attendons également à ce que le Brunei et la Malaisie, qui ont récemment ratifié le PTPGP, renforcent leurs liens d'investissement avec le Canada dans les années à venir. Par exemple, le gouvernement du Brunéi se concentre sur la diversification de son économie au-delà du pétrole et du gaz grâce à des initiatives telles que

Wawasan Brunei 2035, qui comprend l'éducation et les technologies de l'information, ce qui pourrait accroître la demande pour les secteurs canadiens de l'éducation et des technologies de l'information et de la télécommunication (TIC), entre autres.

De même, le gouvernement [malaisien](#) a mis en place des plans de développement ambitieux, notamment le *Green Technology Master Plan* (en français le « Plan directeur pour les technologies vertes », ainsi que de vastes plans d'expansion des infrastructures et des capacités. Les investisseurs canadiens peuvent tirer parti de leur expertise dans ces secteurs pour répondre à la demande croissante de solutions durables et d'infrastructures de pointe, tout en bénéficiant d'initiatives et d'incitations économiques soutenues par le gouvernement.

Depuis l'adoption de la [Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique](#) à la fin de 2022, les gouvernements fédéral et provinciaux ont travaillé indépendamment et en parallèle pour mettre en place l'infrastructure nécessaire à la promotion du commerce et de l'investissement avec des partenaires économiques nouveaux et existants en Asie. Comme le montre le présent rapport, les liens d'investissement bilatéraux du Canada avec les économies de l'Asie du Sud-Est (à l'exception du centre financier de Singapour) de l'AP7 sont loin d'être aussi solides que ceux avec les partenaires économiques établis, tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon.

Il existe donc des possibilités d'établir de nouvelles relations d'investissement au-delà des partenaires

d'investissement traditionnels du Canada dans la région. Puisque le CPTPP n'est entré en vigueur que récemment en Malaisie et au Brunei - en 2022 et 2023, respectivement - les investisseurs canadiens pourront bénéficier de protections accrues lorsqu'ils exploreront les possibilités d'investissement dans la région.

Le PTPGP permet au Canada d'accéder à de nouvelles économies avec lesquelles il n'avait que peu d'investissements par le passé. Ces économies représentent une opportunité importante pour les investisseurs canadiens en raison du fort potentiel de croissance économique et démographique de la région. Compte tenu de l'expansion économique substantielle et de l'augmentation de la population, ces économies présentent une [demande croissante dans des secteurs clés](#) tels que l'éducation, les soins de santé, les services financiers, l'alimentation (y compris l'agriculture et la pêche), les infrastructures, les ressources naturelles, les minéraux essentiels et l'énergie, y compris l'énergie propre.

Le Canada, qui jouit d'une réputation mondiale d'excellence dans ces domaines, est bien placé pour tirer parti de ces opportunités. Le PTPGP n'ouvre pas seulement des portes aux investisseurs canadiens dans des économies inexploitées, il renforce également les relations d'investissement du Canada avec des partenaires établis dans la région. En favorisant des liens plus étroits grâce au PTPGP, le Canada sera en mesure de répondre aux besoins croissants de la région en matière de ressources, tout en bénéficiant d'un développement continu dans ces secteurs essentiels.

Les principaux investisseurs de l'AP7 au Canada	Investissements entrants 2019-23	Principaux investisseurs du Canada dans l'AP7	Investissements sortants 2019-23
BHP Group Ltd. (Australie)	13,15 G\$ CA	Brookfield Asset Management	8,93 G\$ CA
.....			
GIC Pte Ltd. (Singapour)	8,22 G\$ CA	Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	7,53 G\$ CA
.....			
Rio Tinto Ltd. (Australie)	5,44 G\$ CA	Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public	5,75 G\$ CA
.....			
Newcrest Mining Limited (Australie)	5,17 G\$ CA	Office d'investissement du régime de pensions du Canada	3,64 G\$ CA
.....			
Radiance Assets Berhad (Malaisie)	2,1 G\$ CA	Caisse de dépôt et placement du Québec	3,64 G\$ CA



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA

La Fondation Asie Pacifique du Canada (FAP Canada) est une organisation indépendante à but non lucratif qui se concentre sur les relations du Canada avec l'Asie. Notre mission est d'être le catalyseur de l'engagement du Canada avec l'Asie et le pont entre l'Asie et le Canada.

La FAP Canada se consacre au renforcement des liens entre le Canada et l'Asie par le biais de ses activités de recherche, d'éducation et de rassemblement, telles que la série de Conférences Canada-en-Asie, nos Missions commerciales féminines en Asie et le projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises, qui favorise une croissance inclusive durable et la réduction de la pauvreté. La FAP Canada collabore également avec des entreprises, des gouvernements et des intervenants du milieu universitaire afin d'offrir aux organisations et aux étudiants canadiens une formation sur les Compétences sur l'Asie.

Nos recherches fournissent aux Canadiens et aux parties prenantes de la région AsiePacifique des informations, des points de vue et des perspectives de grande qualité, pertinentes et opportunes sur les relations entre le Canada et l'Asie. Notre travail de recherche comprend également des articles périodiques intitulés Perspectives, des dépêches, des rapports et des notes de synthèse, des réflexions stratégiques, des études de cas, des explications, ainsi qu'une publication hebdomadaire intitulée Observatoire Asie, qui suit les dernières nouvelles sur l'Asie qui intéressent le Canada.

Visitez notre
site Inernet

REMERCIEMENTS

La Fondation Asie Pacifique du Canada est reconnaissante à Exportation et développement Canada pour son soutien au rapport Investment Monitor.

La FAP Canada tient également à remercier les membres de l'équipe de recherche qui ont contribué au rapport : Dr. Anastasia Ufimtseva, gestionnaire de programme, Commerce international et investissements; Charlotte Atkins, (précédemment) spécialiste de projets, Commerce international et investissements; Shruti Jhunihunwala,

chercheuse-boursière; et Xuemeng Wang, chercheuse-boursière. Enfin, la FAP Canada remercie Vina Nadjibulla, vice-présidente de la recherche et de la stratégie, et Erin Williams, gestionnaire principale de programme, Compétences pour l'Asie.

La Fondation remercie également l'équipe des communications de la FAP Canada pour son soutien : Chloe Fenemore, designer graphique principale; Ted Fraser, éditeur principal; et Eva Moreta, traductrice francophone.

